



Vision économique

Septembre 2026

L'économie en chiffres

Variation par rapport au mois précédent

Indice des prix à la consommation



Taux de chômage



Variation mensuelle du PIB aux prix de base



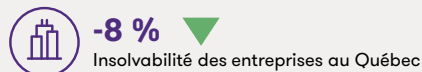
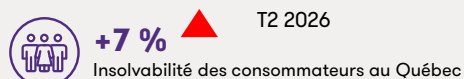
Taux directeur



Taux de change



Insolvabilité au Québec



Commentaire de notre expert



Yannick Bourassa-Milot
Redressement et insolvabilité



Au deuxième trimestre de 2026, le Québec a enregistré 660 dossiers d'insolvabilité d'entreprises, en baisse de 8 % par rapport à 2025. Cette diminution est différente de la stabilité observée ailleurs au Canada, mais doit être interprétée avec prudence puisqu'elle est survenue avant l'intensification du conflit tarifaire entre le Canada et les États-Unis. Le Québec demeure la province la plus exposée aux tarifs américains et certaines estimations suggèrent que plus de 18 000 emplois pourraient être menacés. L'incertitude liée à ce contexte pourrait accentuer les pressions financières sur les PME. Du côté des particuliers, les dossiers ont augmenté de 7 % (8 701 dossiers) depuis le début de l'année, signe d'une fragilisation graduelle des ménages québécois.

Dans un contexte économique marqué par l'incertitude liée aux échanges commerciaux internationaux et les tensions géopolitiques, l'économie québécoise évolue dans des conditions de marché difficiles. À l'approche des élections provinciales au Québec, les enjeux de compétitivité, de productivité et de résilience économique occupent une place centrale dans le débat public. Les organisations doivent ainsi composer avec des conditions de marché changeantes, tout en faisant preuve d'agilité.

Quoi surveiller?

Conflit commercial

De nouveaux tarifs douaniers américains sur des centaines de produits canadiens sont entrés en vigueur depuis le 22 août. Parmi les produits visés se trouvent plusieurs biens de consommation tels que des cosmétiques, des meubles, des vêtements, ainsi que des produits laitiers et d'alcool. Ces nouvelles mesures touchent des produits qui avaient été jusqu'ici exemptés en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Cette surtaxe pouvant nuire à la compétitivité des entreprises, le Canada a répondu en imposant des droits de douane canadiens supplémentaires sur des produits américains. Ainsi, des contre-mesures tarifaires allant de 15 % à 50 % sur divers produits ont été mises en place par le gouvernement canadien. Les mesures visent des produits importés des États-Unis dont la valeur totale s'élève à 27,6 G\$. Le gouvernement a également annoncé de [nouvelles mesures pour venir en aide aux entreprises et travailleurs canadiens touchés par les droits de douane américains](#). Les prochaines actualités pourraient faire état de nouvelles mesures d'aide et de programmes à considérer, d'où l'importance de suivre l'évolution des annonces et des initiatives gouvernementales.

Campagne électorale

Les élections provinciales ont été déclenchées au courant de la semaine du 24 août, le jour du scrutin étant prévu le 5 octobre. Le coût de la vie et les tensions commerciales avec les États-Unis figurent parmi les principales priorités pour les citoyens. Les partis devront donc essayer de répondre aux attentes des électeurs, tout en composant avec des finances publiques sous pression. Cet événement méritera l'attention des PME, puisque les orientations économiques du prochain gouvernement pourraient influencer les programmes de soutien aux entreprises, la réglementation et les investissements publics.

Prix du pétrole

La réduction de la taxe d'accise fédérale sur le carburant, qui avait été annoncée dans le contexte de la flambée des prix du pétrole provoquée par les frappes des États-Unis au Moyen-Orient, devait prendre fin le 7 septembre. La situation géopolitique étant encore instable et les prix de l'essence continuant de fluctuer, le gouvernement a décidé de prolonger la suspension temporaire de cette taxe afin de permettre de réduire le coût de la vie des Canadiens, en allégeant notamment les dépenses engagées par les transporteurs routiers ainsi que par les entreprises des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du logement, de la construction et de la livraison.

Sources : Le Journal de Montréal, Radio-Canada, La Presse, Le Devoir, Gouvernement du Canada.

Programmes d'aide aux entreprises :
[Découvrez toutes les ressources disponibles](#)

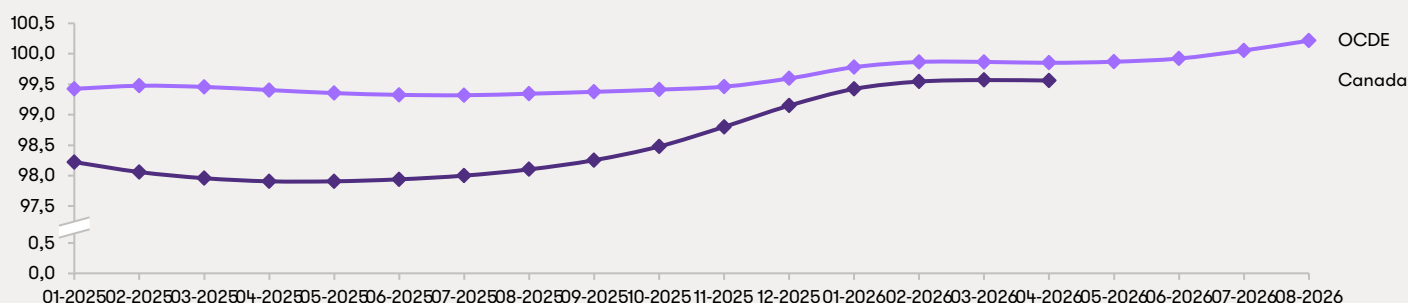
Évolution de l'indice de confiance des entreprises au Canada et dans l'OCDE

Les entreprises demeurent pessimistes quant à leur performance future

L'indice de confiance des entreprises est un indicateur normalisé qui mesure les perspectives des entreprises quant à l'évolution de leurs activités. Établi à partir d'enquêtes menées auprès du secteur manufacturier portant notamment sur la production, les commandes et les stocks de produits finis, il permet d'anticiper les tendances économiques du point de vue des entreprises.

Un indice inférieur à 100 traduit un climat de pessimisme à l'égard de la performance future des entreprises. Depuis janvier 2025, l'indice de confiance des entreprises au Canada demeure inférieur à celui des pays membres de l'OCDE. Toutefois, en 2026, il affiche un niveau supérieur à celui observé en 2025, ce qui témoigne d'une confiance accrue des entreprises envers leurs perspectives à court terme.

Indice de confiance des entreprises



Comment améliorer la liquidité de votre entreprise?

Les liquidités sont essentielles à la santé financière d'une entreprise. Elles permettent non seulement de soutenir les activités courantes, mais aussi de saisir des occasions de croissance et de mieux résister aux imprévus. Toutefois, lorsque les besoins augmentent, il peut être nécessaire d'agir pour améliorer sa trésorerie.

Plusieurs leviers peuvent être envisagés. Parmi eux, l'encaissement plus rapide des sommes dues par les clients, la vente de certains actifs, l'optimisation des stocks ou la négociation de modalités de paiement plus avantageuses avec les fournisseurs. Chacune de ces mesures peut contribuer à dégager des liquidités à court terme, mais leur efficacité dépend de la réalité propre à chaque organisation.

Il faut comprendre qu'il n'existe pas de solution unique. Une politique de crédit plus stricte peut accélérer les encaissements, mais aussi influencer les ventes. Réduire les stocks peut libérer des fonds, mais pourrait compliquer la capacité à répondre rapidement à la demande. De même, reporter certains paiements peut améliorer la trésorerie, tout en ayant un effet sur les relations avec les fournisseurs.

En mettant en lumière les avantages, les limites et les risques associés à chaque option, ce contenu propose des pistes de réflexion concrètes pour aider les dirigeants à prendre des décisions éclairées et à déterminer quelles stratégies sont les mieux adaptées à leur contexte d'affaires.



Eugène Gilbert

Vice-président de pratique, Conseil en management

Envie d'aller plus loin?
Trouvez les leviers adaptés à votre réalité

Main d'œuvre : comment retenir les meilleurs au sein de votre entreprise?

Attirer les meilleurs talents est un défi important, mais les conserver l'est tout autant. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, de concurrence accrue entre les employeurs et d'évolution des attentes des travailleurs, les organisations doivent aller au-delà du recrutement et miser sur des stratégies durables de rétention et de mobilisation. Et ce, surtout dans un contexte où les employés recherchent aujourd'hui bien plus qu'un salaire compétitif.

L'un des principaux constats est l'importance d'examiner la culture organisationnelle afin qu'elle corresponde aux attentes des différentes générations présentes sur le marché du travail. Les employés, particulièrement les milléniaux et ceux de la génération Z, accordent une grande valeur à la flexibilité, à la collaboration, à la reconnaissance, à l'innovation et à la santé psychologique. Une culture forte et cohérente peut contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance et à faire de l'entreprise un employeur de choix.

Un leadership cohérent, des mécanismes de communication efficaces, des programmes de reconnaissance sincères et constants ainsi que des occasions de développement professionnel favorisent l'engagement des employés. La planification de la main-d'œuvre, le transfert des connaissances, le développement des compétences et la gestion de carrière figurent aussi parmi les leviers à privilégier pour fidéliser les talents clés.

Enfin, l'offre globale faite aux employés mérite une attention particulière. Au-delà de la rémunération, les organisations gagnent à mettre en valeur l'ensemble des avantages qui contribuent à l'expérience employé. En combinant une culture mobilisatrice, des pratiques de gestion adaptées et une proposition de valeur distinctive, les entreprises augmentent leurs chances de retenir leurs meilleurs talents et de soutenir leur croissance à long terme.



Clara Demers

Directrice principale, Conseils en ressources humaines

Pour en savoir plus,
consultez l'article.



Conclusion de notre économiste

L'économie québécoise traverse une période de transition marquée par un ralentissement de l'activité économique et un contexte commercial international incertain. L'inflation se maintient à un niveau modéré et la baisse des insolvabilités chez les entreprises constitue un signal encourageant quant à la santé financière des acteurs économiques.

Toutefois, les nouveaux tarifs douaniers imposés risquent de freiner la croissance en augmentant les coûts pour les entreprises, en réduisant leur compétitivité et en accentuant l'incertitude entourant les décisions d'investissement. Dans ce contexte, les organisations doivent faire preuve d'agilité et de prudence afin de préserver leur performance, renforcer leur résilience et saisir les occasions de croissance dans un environnement économique en constante évolution.

Jean-Philippe Brosseau

Associé, Études économiques



Pour plus de contenu,
visitez notre site Web

www.rcgt.com

